Brésil : le programme de certification CERFLOR n’est absolument pas crédible

Le programme brésilien de certification forestière CERFLOR, reconnu par le programme international PEFC (Programme for the Endorsement of Forest Certification Schemes), fut lancé officiellement en 2002 par le ministère de l’Environnement, de l’Industrie et du Commerce, et commença à fonctionner en mars 2003.

Le CERFLOR possède cinq principes, accompagnés de critères et d’indicateurs, qui varient suivant les conditions locales. Il met fortement l’accent sur les plans de gestion, les supervisions et les plans pour le développement des communautés locales, mais n’établit pas de conditions minimales et claires en matière de société et d’environnement. Les exigences sociales ne vont pas au-delà de ce que la loi exige. L’autodétermination des populations indigènes n’y figure pas, comme il n’est pas prévunon plus qu’il y ait des ONG ou des représentants de groupes indigènes ou locaux participant à l’élaboration des normes du programme.

Quels que soient les principes, les critères et les indicateurs, le plus important est de voir ce qui se passe concrètement dans la pratique. Dans ce sens, la certification d’Aracruz Celulose est révélatrice. En effet, le CERFLOR a certifié la « gestion forestière » de toutes les plantations qu’Aracruz possède dans les États de Minas Gerais, Rio Grande do Sul, Bahia et Espirito Santo.

Il faut signaler que, dans le cas des plantations de cette entreprise à Rio Grande do Sul, le conflit foncier avec les communautés indigènes de l’État d’Espirito Santo a tellement nui au prestige de l’entreprise au plan international qu’elle a pris l’initiative de demander l’annulation du certificat délivré par le FSC (Forest Stewardship Council) à ses plantations de Rio Grande do Sul avant la date de son renouvellement, en décembre 2005 (voir le bulletin nº 107 du WRM). Or, ces mêmes plantations viennent de recevoir le certificat du CERFLOR.

Le cas des plantations d’Aracruz à Espirito Santo est encore plus grave. L’entreprise possède dans cet État 146 000 hectares de terres, dont 93 000 sont couverts de monocultures d’eucalyptus. La certification de ces plantations a l’air d’une provocation pour tous ceux qui connaissent de près la conduite des autorités de l’entreprise à l’égard des communautés locales et de leur environnement au cours des 35 dernières années.

Le réseau Alerte contre le Désert Vert cite quelques exemples de conflits, certains anciens, d’autres plus récents :

« Aracruz Celulose continue d’occuper près de 10 500 hectares de terres indigènes tupinikim et guarani dans la municipalité d’Aracruz. Bien que ces terres n’aient pas été exclues de la dernière démarcation effectuée en 1998, leur qualité de terres indigènes a été reconnue par le gouvernement fédéral. À ce moment-là, ce même gouvernement fédéral, sous la pression d’Aracruz Celulose, a commis un acte illégal en réduisant l’étendue de la terre à délimiter. Il faut donc se demander comment il est possible qu’une entreprise qui occupe et exploite des terres indigènes soit certifiée.

Aracruz Celulose a envahi des terres appartenant à des quilombolas (des descendants d'esclaves) dans le Nord de l'État d'Espirito Santo, elle a expulsé des milliers de personnes et planté des eucalyptus. Ces dernières années, trente-quatre communautés quilombolas ont entrepris de se réorganiser pour obtenir la reconnaissance, la restitution et la démarcation de leurs terres, avec l'appui de la fondation Palmares, de l'INCRA (Institut national de colonisation et de réforme agraire) et de la société civile organisée.

Néanmoins, le CERFLOR a certifié cette entreprise qui occupe et exploite les terres des communautés quilombolas. Les habitants de Vila do Riacho, qui faisaient du charbon avec les déchets d'eucalyptus d'Aracruz, ont vu leurs fours détruits au cours d'une opération programmée conjointement par la mairie d'Aracruz, l'entreprise, la police et la 'milice armée' de l'entreprise, Visel. Les déchets d'eucalyptus – des morceaux de branches et de troncs – sont le moyen de subsistance des communautés qui, par cette action, ont été privées de leur seule ressource. À présent, on considère Aracruz comme une entreprise 'écologiquement correcte' parce qu'elle possède une machine qui broie ces déchets pour que le matériel organique se réincorpore à la terre. La seule chose qui manque est qu'on lui décerne un prix environnemental... Comment peut-on certifier une entreprise capable d'affamer des familles sans terre, des familles de quilombolas et d'indiens, en les privant de leur seul moyen de subsistance ?

En octobre 2004, Aracruz a détruit quatre maisons dans une zone de Barra do Riacho proche du complexe industriel. Par la suite, il a été démontré au tribunal que les familles qui les habitaient vivaient là depuis plus de dix ans. Pourtant, Aracruz a brutalement détruit les maisons et arraché toutes les plantations de bananes, de manioc et d'ananas. Cette entreprise mérite-t-elle un certificat de bonne gestion forestière, tandis qu'elle continue à exercer la violence contre les habitants de la zone, comme elle l'a fait contre les indiens, les quilombolas et les petits producteurs tout au long des trente-cinq dernières années, et même avec l'appui de la dictature militaire ? »

Les organisations, mouvements, communautés et membres de la société civile considèrent que le CERFLOR n'est absolument pas digne de confiance. La société civile a été délibérément exclue de la discussion sur les objectifs, les principes et les critères de ce système de certification. Le Réseau Alerte contre le Désert Vert dit à cet égard : « Aujourd'hui encore, nous ne savons pas quels sont les principes et les critères que l'entreprise de certification BVQI va appliquer dans ce processus de certification ; pour les savoir, nous devons acheter la documentation sur la procédure de certification établie par le CERFLOR, ce qui indique qu'il ne s'agit pas d'un processus transparent. En outre, le certificat du CERFLOR ne comporte aucune exigence en matière de société ou d'environnement. La seule référence est la législation brésilienne ».

Or, comme le réseau le signale, « une monoculture industrielle ne peut jamais être certifiée, parce qu'elle n'est pas durable. La plantation d'eucalyptus n'est « durable » que pour Aracruz, qui augmente sa productivité grâce à la consommation excessive et la contamination des ressources hydriques, à la mort de poissons et d'animaux et de tant d'autres effets négatifs pour l'environnement et la société, qui affectent les communautés indigènes, les quilombolas et les petits producteurs qui ont toujours vécu dans cette région que l'on appelle maintenant le Désert Vert. Leur style de vie a été modifié au profit d'Aracruz, qui a détruit la Mata Atlántica, anéantissant ainsi la seule source de durabilité véritable pour ces communautés.

Les communautés locales en ont assez des effets des monocultures d'eucalyptus. Elles veulent des solutions de rechange, fondées sur l'exploitation de la terre pour la production d'aliments grâce à une vaste réforme agraire ; elles veulent le reboisement avec des essences qui améliorent l'environnement local et offrent des possibilités d'utilisation multiples ; les indiens et les quilombolas

veulent que leurs terres leur soient rendues et, surtout, que leurs droits soient respectés.

Le réseau Alerte contre le Désert Vert dénonce le CERFLOR et son équipe d'experts, chargée de la rédaction du rapport pour la certification d'Aracruz Celulose dans l'État d'Espirito Santo. Sans communication préalable, cette équipe, accompagnée de deux employés d'Aracruz Celulose, s'est présentée dans le village guarani Boa Esperança le 30 novembre 2004, et elle a interrompu une réunion de la commission de caciques et de leaders tupinikim/guarani. Ângelo Rafael, professeur à l'université, ancien stagiaire chez Aracruz Celulose et Mannesman et qui a fait des études aux États-Unis, a parlé au nom de l'équipe du CERFLOR. Il a expliqué qu'Aracruz Celulose avait encore des traces de l'époque de la dictature militaire, où l'État possédait la plupart des actions de l'entreprise. Pourtant, en obtenant la certification, elle pourrait réparer les effets négatifs qu'elle pouvait avoir provoqués. D'après lui, la certification pousserait Aracruz à endosser ses responsabilités éventuelles. De même, la plantation d'eucalyptus serait avantageuse pour la population d'Espirito Santo, parce qu'elle servirait à la fabrication de meubles, livres, cahiers et d'autres produits de consommation de la population. L'eucalyptus serait donc comparable aux plantations de manioc, de maïs et de haricots...

Quand on a mis en question ses affirmations et qu'on lui a présenté des informations qui le démentaient, le professeur Ângelo Rafael a brusquement quitté la cabane guarani pour retourner dans sa voiture. L'autre membre de l'équipe, une dame qui se disait anthropologue, est restée quelques minutes encore à essayer d'argumenter en faveur de l'entreprise ».

Paulo, leader tupinikim, a attaqué les affirmations des experts en leur disant : « qu'est-ce qu'une forêt pour vous ? Pour nous, les plantations ne sont pas des forêts. Notre idée de forêt est différente de celle des scientifiques... Pour nous, la forêt n'est pas quelque chose qu'on plante après avoir coupé les arbres. La forêt est l'endroit où nous allons chercher le matériel pour l'artisanat, le gibier, les fruits, et les poissons dans les fleuves... La condition que nous mettons pour que l'entreprise soit certifiée est qu'elle commence par nous restituer les onze mille hectares de terres qu'elle garde encore en son pouvoir ». Parlant au nom des indiens, le cacique le plus âgé a conclu la discussion en disant : « Vous faites votre travail... mais si vous saviez les malheurs que l'entreprise a causés ici, vous ne feriez pas ce travail-là... Moi, je ne pourrais pas le faire. Ce que l'entreprise a fait ici est un délit. Voilà ce qu'est l'entreprise, une délinquante. Nous vous disons que nous, les indiens, ne sommes pas d'accord qu'on lui donne cette certification. »

Malgré tout ce qui précède, le CERFLOR a certifié toutes les plantations d'Aracruz. Il est donc évident que ce programme de certification n'est absolument pas crédible.

Article fondé sur : "Carta pública da Rede Alerta contra o Deserto Verde sobre a certificação CERFLOR da Aracruz Celulose no Espírito Santo", et "Aracruz Celulose: CER-FLOR que não se cheira", communiqués du réseau Alerte contre le Désert Vert, 2005 ; "Footprints in the forest. Current practice and future challenges in forest certification", 2004, FERN, http://www.fern.org/media/documents/document_1890_1900.pdf ; "All Aracruz forests now fully certified by Cerflor" : http://www.aracruz.com.br/web/en/imprensa/noticias/noticias177.htm ; "Aracruz requests voluntary temporary withdrawal of FSC certification of its Guaíba Unit" : http://www.aracruz.com.br/web/en/imprensa/noticias/noticias178.htm